

La sécurité des élections au Congo: les leçons des affrontements de Kinshasa

I. SYNTHÈSE

À quelques heures de l'annonce à Kinshasa des résultats du premier tour des élections présidentielles en République démocratique du Congo le 20 août 2006, des violences ont opposé les troupes fidèles au vice-président Jean-Pierre Bemba et celles du président en exercice Joseph Kabila, illustration spectaculaire de la fragilité du processus électoral dans ce pays. Parce que Kabila comme Bemba seront tentés de recourir à la violence en cas de défaite au deuxième tour et parce que le premier détient une certaine puissance militaire, le gouvernement congolais et la communauté internationale doivent agir rapidement pour assurer la sécurité du deuxième tour des présidentielles, qui coïncident avec les élections provinciales, le 29 octobre prochain. Les milices représentent une menace pour la stabilité du pays, en particulier dans le Nord Kivu et en Ituri, mais c'est sans doute la capitale qui sera de nouveau la zone la plus sensible. La situation exige d'adopter une stratégie sur trois fronts : améliorer la sécurité à Kinshasa, promouvoir une plus grande responsabilité des médias et résoudre certains problèmes techniques liés au processus électoral.

Premièrement, il faut rétablir le contrôle sur les milliers de soldats présents à Kinshasa et en particulier les gardes privées de Kabila et de Bemba, qui ne sont pas intégrées dans la structure de commandement de l'armée régulière. Deuxièmement, des mesures doivent être prises pour empêcher l'incitation à la haine et la diffamation dans les médias congolais, qui sont souvent liés à certains candidats et qui ont contribué à alimenter les violences dans la capitale. Enfin, il faut remédier d'urgence aux faiblesses du processus électoral et garantir que le deuxième tour se déroule correctement. Lors du premier tour, les listes d'électeurs et des centres de vote ont été modifiées à la veille du scrutin, altérant la transparence des élections. Des milliers de centres de vote se sont trouvés sans observateurs électoraux parce que ceux-ci n'avaient pas les moyens de se rendre dans les zones reculées. La collecte des bulletins de votes

avait été mal préparée, notamment à Kinshasa, où un deuxième décompte des voix était pratiquement impossible.

Les priorités politiques sont les suivantes:

- Assurer la sécurité à Kinshasa, d'une part en obtenant de Bemba et Kabila qu'ils acceptent de limiter les effectifs de leurs gardes rapprochées, qu'ils permettent aux observateurs de l'EUFOR (force de l'Union européenne) et de la MONUC (mission de l'Organisation des Nations unies en République démocratique du Congo) d'accéder à leurs installations militaires et que tous les autres soldats congolais soient confinés dans leurs casernes à travers le pays pendant le deuxième tour des élections; et d'autre part en déployant dans le pays davantage de troupes de l'EUFOR, jusqu'ici en réserve au Gabon, avec un mandat qui leur permette d'utiliser la force de manière préventive et en prolongeant leur présence jusqu'à la fin du cycle électoral en janvier 2007;
- Promouvoir la critique constructive en renforçant la Haute Autorité des médias (HAM), en demandant au ministère de la Justice de détacher des officiers de police judiciaire auprès de celle-ci afin qu'elle puisse agir promptement et suspendre les médias qui se rendraient coupables d'incitation à la haine, et en veillant à ce que les chaînes de radio et télévision d'État assurent un temps de parole égal entre les différents candidats et partis politiques; et
- Remédier aux faiblesses qui sont apparues pendant le premier tour des élections par la publication en temps utile des listes d'électeurs et des centres de votes, la répartition coordonnée des observateurs électoraux et la planification détaillée de la collecte et de la protection des bulletins de votes.

La section V du présent briefing présente une série de recommandations détaillées sur la mise en œuvre de ces priorités par l'ONU, l'UE et les responsables locaux.

II. LES AFFRONTEMENTS A KINSHASA

Environ 18 millions de congolais se sont rendus aux urnes le 30 juillet 2006 afin d'élire leur nouveau président en même temps qu'une nouvelle assemblée nationale lors des premières élections libres et justes depuis 40 ans. Le scrutin a été généralement pacifique et bien organisé, bien que de nombreuses irrégularités aient été signalées dans les centres de votes. L'actuel président, Joseph Kabila, a remporté 45 pour cent des voix, manquant de peu une majorité absolue. Le vice-président Jean-Pierre Bemba a reçu 20 pour cent des voix et fera face à Kabila au deuxième tour le 29 octobre.¹ L'alliance de Kabila a obtenu quelque 298 sièges sur 500 à l'assemblée nationale ; le parti de Bemba en a obtenu 64.²

Toutefois, dans l'après-midi du 20 août 2006, à quelques heures de l'annonce par la commission électorale des résultats des élections présidentielles, une éruption de violence a changé la donne. Des affrontements entre les hommes de Bemba et les fidèles de Kabila ont éclaté devant une station de télévision appartenant au vice-président dans le centre-ville de Kinshasa. La chaîne, Canal Kin, avait diffusé des émissions critiques envers Kabila, qui a fait l'objet d'attaques personnelles et a été accusé de fraude électorale. Une autre chaîne appartenant également à Bemba, Canal Congo Television (CCTV), a annoncé que le second tour opposerait Bemba à Kabila avant que les résultats officiels aient été connus. Des unités de police proches de Kabila se sont déployées aux alentours des deux stations de télévision suite à la diffusion de ces émissions.

Vers six heures du soir, une altercation entre ces unités et la garde de Bemba a dégénéré en fusillade. Presqu'aussitôt, la garde présidentielle est venue renforcer la présence policière tandis que Bemba déployait davantage d'hommes pour protéger les deux stations de télévision. Ces affrontements violents ont provoqué la mort d'au moins six personnes ; des prisonniers ont

été faits dans les deux camps.³ Des soldats de la MONUC ont assuré la sécurité de la commission électorale, située à proximité, et escorté son président, Appollinaire Malu Malu, jusqu'à la chaîne de télévision nationale où il a annoncé les résultats. Suite à une intense pression diplomatique, Bemba et Kabila, dont l'entourage était convaincu d'avoir remporté la victoire dès le premier tour, ont appelé leurs hommes à se retirer et les combats ont cessé.

Le lendemain, les médias alliés à Bemba ou à Kabila ont accusé le camp adverse d'être responsable des événements en diffusant des images des victimes de la fusillade. Dans l'après-midi, la présidence aurait donné des instructions pour fermer les stations de télévision de Bemba.⁴ Peu de temps après, plusieurs centaines d'hommes armés de la garde présidentielle ont attaqué les deux résidences de Bemba ainsi que son bureau.⁵ Kabila prétend n'avoir pas été au courant de cette offensive⁶ mais des experts militaires et conseillers du président estiment qu'il est peu probable qu'une opération sensible comme celle-ci ait été lancée sans son approbation ou sans qu'il en ait au moins été informé.⁷ L'attaque a coïncidé avec la visite chez Bemba de quatorze ambassadeurs et du chef de la MONUC, qui ont essuyé des tirs nourris pendant plus de six heures. Finalement, les hommes de l'EUFOR et de la MONUC ont pu escorter les ambassadeurs en lieu sûr.

L'attaque contre Bemba doit être analysée au regard de la déception ressentie par l'entourage de Kabila après avoir réalisé que celui-ci n'avait pas obtenu la majorité absolue.⁸ Les résultats de plusieurs circonscriptions dans l'est du pays, où Kabila est populaire, ont rapidement été annoncés, donnant Kabila en tête

¹ Pour des résultats détaillés, voir annexe B.

² Le parti le plus proche de Kabila, le Parti du peuple pour la reconstruction et la démocratie (PPRD) a remporté 111 sièges; le Mouvement pour la libération du Congo de Bemba 64; le Parti lumumbiste unifié d'Antoine Gizenga a obtenu 34 sièges, de même que la Coalition des démocrates congolais de Pierre Pay-Pay; le Mouvement social pour le renouveau de Pierre Lumbi (un proche de Kabila) en a obtenu 27; les Forces du renouveau de Mbusa Nyamwisi et Olivier Kamitatu ont remporté 26 sièges. Voir annexe C.

³ Conférence de presse donnée par le général Kisempia Sungi Langa, chef d'état-major général des Fardc, 24 août 2006 ; entretien téléphonique de Crisis Group avec un commandant de l'armée congolaise, 21 août 2006.

⁴ Les émissions sont diffusées à partir de Mbinza Meteo, une tour située à plusieurs kilomètres du centre-ville. D'autres stations sans affiliation politique ont également été fermées, comme EuroNews et TV5.

⁵ Entretien téléphonique de Crisis Group avec un journaliste étranger, août 2006.

⁶ Entretien téléphonique de Crisis Group avec un responsable de l'ONU, Kinshasa, août 2006. S.E. William Swing, le chef de la MONUC, a parlé à Kabila lorsqu'il était dans la résidence de Bemba, où lui et d'autres diplomates se sont trouvés sous le feu croisé des hommes de Bemba et Kabila.

⁷ Entretiens téléphoniques de Crisis Group, août 2006.

⁸ Les aides du président étaient convaincus que celui-ci avait gagné les élections et étaient déjà en train de discuter la répartition des portefeuilles au sein du nouveau gouvernement. Entretien de Crisis Group avec un conseiller de Kabila, août 2006.

pendant les deux premières semaines qui ont suivi le scrutin. À mesure que les résultats de l'ouest ont été connus, l'avantage de Kabila a diminué et les résultats de Kinshasa, où le président sortant n'a obtenu que treize pour cent des voix, l'ont fait passer sous la barre des 50 pour cent.⁹

Selon les chiffres officiels, 23 civils et soldats ont été tués et 43 blessés lors des affrontements ; l'hélicoptère personnel de Bemba a été détruit. Les combats ont duré jusque dans la nuit et des tirs isolés se sont poursuivis jusqu'au milieu de la journée du 22 août.

Le 21 août, des personnalités internationales, dont le président sud-africain Thabo Mbeki et le secrétaire général de l'ONU Kofi Annan, ont appelé Bemba et Kabila à mettre fin aux affrontements. Le 23 août, des représentants des deux camps se sont rencontrés au siège de la MONUC à Kinshasa. Ils ont convenu de mettre en garnison les troupes qui s'étaient combattues et de créer deux commissions conjointes : la première pour enquêter sur les événements des jours précédents et la seconde pour décider des mesures à prendre pour assurer la sécurité du second tour. Par ailleurs, la MONUC et l'EUFOR ont mis en place des patrouilles conjointes afin de vérifier des allégations concernant le réarmement et le redéploiement de leurs hommes par Bemba et Kabila. Dans la semaine qui a suivi les combats, la plupart des troupes sont retournées dans leurs casernes avec leurs chars et l'armement lourd.

En septembre, le président Mbeki et le représentant de l'UE pour les affaires étrangères Javier Solana se sont rendus à Kinshasa. Leurs visites, ajoutées à la pression exercée par d'autres personnalités internationales, a conduit à une rencontre entre Kabila et Bemba le 13 septembre. Ceux-ci ont signé un accord le 23 septembre pour démilitariser Kinshasa et renoncer à l'incitation à la haine mais ils n'ont pas discuté d'autres thèmes comme le choix des forces qui seront autorisées à porter des armes ou le nombre de gardes privés autorisé pour chaque candidat. L'impact des mécanismes qui ont été mis en place comme les patrouilles conjointes se trouve ainsi limité.

Le caractère explosif de la situation s'est illustré par l'incendie qui a éclaté dans un bâtiment abritant les stations de télévision de Bemba le 18 septembre. La cause de l'incendie n'a pas été clairement identifiée mais l'on soupçonne une origine criminelle. Une

foule s'est rapidement assemblée et des jeunes en colère ont chassé la police et les hommes de l'EUFOR à coups de pierres. Un gang favorable à Bemba a brûlé des pneus dans les rues en scandant des slogans hostiles à Kabila et aux étrangers.

Les élections du 29 octobre pour les 690 sièges des onze assemblées provinciales n'auront probablement pas de répercussions sur la situation sécuritaire du Congo. On ne peut pas en dire autant du second tour des présidentielles. Kabila s'est acquis le soutien de plusieurs politiciens importants dans l'ouest, notamment Antoine Gizenga et Nzanga Mobutu, qui se sont respectivement classés troisième et quatrième au premier tour. Kabila a également réussi à rassembler une coalition qui devrait contrôler le nouveau parlement, ce qui devrait inciter les autres dirigeants à soutenir sa campagne électorale. La stratégie de Bemba consiste à encourager un taux de participation plus élevé dans la région occidentale du pays, qui compte un grand nombre d'électeurs, et à former une alliance avec l'Union pour la démocratie et le progrès social (UDPS) d'Étienne Tshisekedi. Celui-ci a appelé au boycott du scrutin de juillet mais est très populaire dans la capitale et dans les provinces du Kasai. Bien que Tshisekedi nie avoir passé un quelconque accord avec Bemba, des responsables de l'UDPS sont apparus aux côtés de ce dernier lors de ses rassemblements de campagnes.¹⁰ La rivalité féroce entre les candidats pourrait créer un environnement très tendu dans la capitale, en particulier au moment de l'annonce des résultats.

III. LES LEÇONS DU PREMIER TOUR: TROIS THEMES PRINCIPAUX

A. LA SECURITE A KINSHASA

1. Le déploiement des troupes congolaises

Les accords concernant la sécurité dans la capitale ont été un facteur important qui a précipité la violence. L'accord de paix de Sun City n'a pas résolu le problème de la sécurité à Kinshasa durant la transition.¹¹ L'un des principaux problèmes reste la garde présidentielle, dont le déploiement de plus de 5000 hommes dans Kinshasa donne à Kabila un avantage décisif dans

⁹ L'ouest désigne ici les provinces du Bas-Congo, de Kinshasa, de l'Équateur, du Bandundu, du Kasai oriental et du Kasai occidental. Ces deux dernières sont parfois désignées comme le centre du pays.

¹⁰ "Le carnet de Colette Braeckman – L'UDPS refuse de choisir entre Kabila et Bemba", *Le Soir*, 26 septembre 2006.

¹¹ Les pourparlers de Sun City, qui ont conduit à la signature de l'accord de paix de décembre 2002, ont mis fin à la guerre en République démocratique du Congo.

toute confrontation militaire. Un accord a été signé en juin 2003 qui autorisait les vice-présidents (notamment les principaux dirigeants rebelles que sont Azarias Ruberwa, du Rassemblement congolais pour la démocratie, le RCD, et Bemba) à avoir chacun jusqu'à 108 gardes du corps.¹² L'accord restait toutefois remarquablement silencieux sur les effectifs de la garde présidentielle. Lorsque le parlement a essayé de restreindre ces effectifs alors qu'il examinait une loi sur les forces de défense en 2004, les députés de Kabila ont bloqué le texte, et la garde continue d'opérer en dehors des chaînes de commandement normales et de l'autorité civile.

Kabila conserve un nombre disproportionné d'hommes armés sous son commandement direct. Selon les termes des accords signés en Afrique du Sud, la MONUC devait agir en tant que force stabilisatrice dans la capitale et assurer la sécurité des dirigeants des anciennes factions belligérantes. Les forces de police entraînées par la communauté internationale devaient prendre en charge la protection des institutions de l'État à mesure que la MONUC se retirerait progressivement. Il s'est avéré difficile d'atteindre ces objectifs. Selon la plupart des estimations, la garde présidentielle de Kabila compte toujours autour de 14 000 hommes à travers le pays, dont environ 5 à 6000 se trouvent à Kinshasa.¹³ Par conséquent, les vice-présidents qui représentent les anciens groupes rebelles se sont montrés réticents à diminuer leurs propres gardes. On estime que Bemba dispose de 600 à 800 hommes dans les environs de Kinshasa, Ruberwa 300 à 400. Bien que ces forces de protection personnelle doivent être envoyées dans les camps d'intégration de l'armée, les anciens belligérants ont indiqué qu'ils attendraient que les élections aient été menées à leur terme pour ce faire. Seuls quelque 800 gardes des différentes formations se sont présentés au camp d'intégration de Kibomango à Kinshasa, où ils ont formé, à l'issue de leur recyclage le 15 septembre, le premier bataillon intégré de la garde présidentielle.¹⁴

La géographie du centre-ville de Kinshasa illustre l'instabilité de la situation. Les résidences de Bemba se trouvent dans un rayon d'un kilomètre de la résidence de Kabila et de son bureau présidentiel. La garde présidentielle se trouve à moins de 500 mètres des hommes de Bemba.

L'affrontement du 20 août entre une patrouille de police intégrée et la garde de Bemba autour de sa station de télévision indique que certaines unités de police sont toujours liées par des intérêts politiques. Dans les jours qui ont suivi cet affrontement, des observateurs internationaux ont rapporté avoir vu d'autres policiers se battre aux côtés des hommes de Bemba.¹⁵ Un bataillon de l'armée a également apporté son soutien à la garde présidentielle pendant les violences.¹⁶ Selon les dires d'experts internationaux en sécurité, les policiers intégrés formés par l'Angola (un allié de Kabila pendant la guerre) seraient également proches du président.¹⁷

Un autre problème est l'approvisionnement de l'armée nationale en armes et munitions. Le Congo est soumis à des restrictions de l'ONU depuis le 28 juillet 2003, dans le cadre desquelles le gouvernement est tenu d'informer la MONUC avant tout achat d'armement.¹⁸ En juillet 2006, une livraison de 42 chars et véhicules blindés ainsi que de plusieurs tonnes de munitions est arrivée dans le port de Matadi.¹⁹ Bien que la MONUC ait par la suite affirmé avoir reçu notification de cette livraison, d'autres sources ont indiqué que le gouvernement congolais n'avait pas respecté les procédures.²⁰ L'achat d'armes lourdes était de toute façon remarquable puisque de nombreux soldats manquent de nourriture, de soins médicaux, de bottes, d'uniformes et d'armes à feu. L'armement a été transporté à Kinshasa peu après les combats de la fin août, ce qui a alimenté des allégations selon lesquelles Kabila aurait renforcé la

Mai-Mai; *ibid.* D'autres sources ont donné des chiffres légèrement différents.

¹⁵ Entretien de Crisis Group avec un journaliste étranger, Nairobi, septembre 2006.

¹⁶ Entretien téléphonique de Crisis Group avec un commandant de l'armée congolaise, août 2006.

¹⁷ Entretien de Crisis Group, Kinshasa, août 2006.

¹⁸ Résolution 1596 du Conseil de sécurité des Nations unies, 18 avril 2005. Contrairement aux dires de nombreux médias internationaux, l'armée congolaise peut acheter des armes pour ses unités non intégrées si celles-ci sont sous le commandement unifié de l'armée. Les unités non intégrées de la garde présidentielle de même que les troupes de Bemba ne pourraient pas être réapprovisionnées.

¹⁹ Entretiens téléphoniques de Crisis Group avec des experts internationaux en sécurité, septembre 2006.

²⁰ Entretien de Crisis Group avec un diplomate et des experts militaires, Kinshasa, août 2006.

¹² Mémoire sur l'armée et la sécurité pendant la transition II, signé le 29 juin 2003.

¹³ Entretien de Crisis Group avec un responsable des Nations unies, août 2006. Des responsables de l'Union européenne et des experts militaires congolais ont donné des estimations similaires. Voir le Rapport Afrique de Crisis Group N°104, *La réforme du secteur de la sécurité en RDC*, 13 février 2006. Les chiffres officiels fournis par le ministre de la Défense, étaient de 6528 pour Joseph Kabila, 630 pour Jean-Pierre Bemba et 419 pour Azarias Ruberwa. Radio Okapi, "Dialogue entre Congolais," 30 août 2006.

¹⁴ 691 étaient des hommes de la garde présidentielle, 47 de la garde de Ruberwa, 67 de la garde de Bemba et 34 anciens

garde présidentielle, dont les membres sont les seuls qui aient été formés à l'utilisation des nouveaux chars.²¹ On a récemment prétendu que tant la garde présidentielle que les troupes de Bemba avaient reçu de nouvelles livraisons d'armement.²² Ce réarmement, qui semble indiquer que les deux camps pourraient être en train de préparer une nouvelle confrontation, a exacerbé les tensions dans la capitale.

S'il est probable que la capitale soit de nouveau le point de départ de violences politiques durant cette période, les élections pourraient également être compromises par l'instabilité dans le reste du pays. En septembre, l'armée nationale a annoncé son intention de déployer la 14^{ème} brigade dans l'est du pays (dans la province du Nord Kivu) pour lutter contre le général Laurent Nkunda. Étant donné que cette brigade compte de nombreux commandants congolais hutus, on craint des affrontements ethniques avec les troupes de Nkunda, majoritairement tutsies.²³ Nkunda a répondu en déclarant qu'il résisterait à toute force qui empièterait sur son territoire. Bien que le vice-président Ruberwa ait depuis suspendu les opérations contre Nkunda, la situation reste tendue et le commandant dissident pourrait former une alliance avec les perdants des élections.

Le second tour des élections présidentielles, et en particulier les résultats qui seront annoncés le 19 novembre 2006, provoqueront probablement de nouveaux troubles. Si les troupes de Bemba ne sont pas comparables à celles de Kabila qui sont présentes à Kinshasa, la popularité du vice-président a cru de façon exponentielle ces derniers mois en raison du sentiment anti-Kabila dans la capitale et suite aux affrontements du 20 août. On dit également que Bemba est proche de centaines d'anciens soldats du défunt président Mobutu, qui sont rentrés de Brazzaville récemment et supportent mal la mainmise de Kabila sur le pouvoir. Par ailleurs, on dit aussi que Bemba a commencé à organiser des bandes, qui pourraient provoquer des troubles en ville si celui-ci perdait les élections. Kabila dispose bien sûr d'une force militaire qui lui permettrait de remettre en cause le résultat des élections et, comme l'ont montré les affrontements à Kinshasa, il est prêt à en faire usage. Les hommes qu'il a déployés à travers le pays

ont également fait savoir qu'ils pourraient recourir à la violence si Kabila perdait.²⁴

2. Le déploiement de la MONUC et de l'EUFOR

Ni la MONUC ni les troupes de l'UE à Kinshasa n'ont agi assez promptement pour empêcher l'escalade de violence du mois d'août. Après l'accrochage à la station de télévision, elles auraient dû rapidement se redéployer pour former une zone tampon entre les forces rivales et les dissuader de poursuivre les combats.

La majeure partie de 17 000 hommes de la MONUC se trouvent dans l'est du Congo, environ 2000 seulement dans la capitale. Ces bataillons de sud-africains, uruguayens et tunisiens sont censés assurer la protection des installations et du personnel de l'ONU ainsi que des civils en situation de danger imminent mais ils ne sont pas encadrés par les mêmes règles d'engagement et ne disposent pas des mêmes ressources que les bataillons présents à l'est.²⁵ C'est l'une des raisons pour lesquelles l'ONU a demandé l'appui de l'UE pour la période des élections.

L'EUFOR, qui n'agit qu'à la demande de la MONUC et possède un mandat similaire (encore que limité à la partie occidentale du pays), s'est déployée à Kinshasa pendant la campagne électorale. Avant que les violences n'éclatent, elle comptait 1100 hommes dans la capitale et une réserve de 1300 hommes au Gabon, en plus de 1700 autres en Allemagne et en France.²⁶ Toutefois, sur les troupes basées à Kinshasa, seules deux compagnies d'environ 130 soldats chacune étaient des forces de combats (une unité des forces spéciales espagnoles et des policiers militaires polonais); les autres se consacraient à des tâches administratives

²¹ Entretien de Crisis Group avec des experts militaires, Kinshasa, septembre 2006. Un bataillon de la garde présidentielle a suivi le processus d'intégration de l'armée et est autorisé à recevoir du nouveau matériel.

²² Entretien de Crisis Group avec des membres du gouvernement et experts internationaux en sécurité, Kinshasa, août 2006.

²³ La 9^{ème} brigade est dirigée par le colonel Mayanga, la 14^{ème} brigade par le colonel Rugayi.

²⁴ Entretien de Crisis Group avec des anciens commandants former Mai-Mai, Goma, août 2006.

²⁵ Le mandat de la MONUC inclut de "se déployer et maintenir une présence dans les principales zones susceptibles d'instabilité pour y dissuader la violence, notamment en empêchant que le recours à la force ne menace le processus politique... [et d'] assurer la protection des civils, y compris le personnel humanitaire, sous la menace imminente de violences physiques". Résolution 1565 du Conseil de sécurité des l'ONU, 1^{er} octobre 2004.

²⁶ L'EUFOR dispose d'environ 4000 hommes au Congo, au Gabon, en France et en Allemagne, en plus d'un soutien aérien à partir du Tchad. Se trouvent au Gabon deux compagnies françaises de 138 hommes chacune, une compagnie allemande, une compagnie mixte qui rassemble des soldats allemands et néerlandais, et quelque 225 français, suédois et portugais des forces spéciales. On trouve en Europe une réserve stratégique française de 1500 soldats et quelques 180 hommes au siège de Potsdam.

et à la logistique. Les polonais devant protéger les installations de l'UE et faire respecter la discipline, seuls 130 soldats espagnols étaient disponibles pour des interventions armées. Lorsque les combats ont commencé, l'EUFOR a envoyé une force d'environ 220 hommes depuis Gabon mais lorsque ceux-ci sont arrivés sur place, les combats étaient déjà pratiquement terminés. Ils sont restés sur place pour patrouiller mais le gros des forces de combat est encore au Gabon.

L'intervention armée dans des combats peut entraîner l'usage de la force contre l'une et/ou l'autre des parties, une mesure que l'ONU hésite à prendre en raison des éventuelles répercussions politiques. L'utilisation la plus efficace des soldats de maintien de la paix s'avère être la dissuasion, à savoir le déploiement de troupes afin d'empêcher que des incidents sans gravité ne dégénèrent en combats. Bien qu'il ait été difficile de prévoir l'attaque contre les installations de Bemba le 21 août, l'affrontement de la veille aurait dû signaler le besoin d'un déploiement plus important dans la zone entourant les résidences du président et du vice-président.

B. LA PRESSE, CATALYSEUR DE LA VIOLENCE

Les médias congolais ont parfois eu un impact fâcheux sur l'environnement sécuritaire pendant la période électorale, notamment à Kinshasa. Seuls quelques journaux, radios et télévisions sont neutres; la majorité appartient à des politiciens ayant des ambitions présidentielles ou à leurs proches associés. En dépit de la signature d'un code de conduite par les partis politiques avant la campagne afin d'assurer des élections pacifiques, beaucoup ont recouru aux attaques personnelles contre d'autres candidats et parfois même à l'incitation à la haine ethnique. Le fait que les affrontements aient commencé dans les stations de télévisions de Bemba et l'incendie éventuellement criminel dans l'une d'entre elles plus tard montre comment les médias ont contribué à alimenter les tensions à Kinshasa.²⁷

Il y a 119 stations de radio, 52 stations de télévision et 176 journaux et magazines dans le pays, la plupart dans la capitale. Kinshasa exerce une forte influence sur les stations suivantes: Digitalcongo, Radio Television Groupe l'Avenir et la compagnie de télévision nationale, la radio-télévision nationale congolaise (RTNC). Bemba contrôle Canal Kin TV, Canal Congo TV et Radio Liberté. Une grande partie des informations est présenté avec un parti pris. Les stations de radio et télévision nationales, qui captent le plus d'audience,

sont partiales. La direction de ces chaînes a dû être partagée entre les signataires de l'accord instituant le gouvernement de la transition. Mais après que Kabila en eut nommé le directeur, le directeur adjoint nommé par le MLC de Bemba n'a pas pu prendre ses fonctions car Kabila n'a jamais signé sa lettre de nomination.²⁸ Ces médias ont largement couvert la campagne de Kabila au détriment des autres candidats, auxquels ils n'ont donné la parole que rarement. Le dernier jour de la campagne, la station de télé a seulement fait état des activités de Kabila au lieu de diffuser un débat entre les autres candidats présidentiels, comme il était requis par les lignes directrices de la HAM.²⁹ La station de radio a consacré 76 pour cent de ses informations à Kabila.³⁰ Les débats politiques ont été organisés avec des analystes favorables à Kabila et souvent critiques envers Bemba.

Les médias ont été utilisés pour rallier les populations, souvent par des invectives à coloration ethnique. Bemba, dont le slogan de campagne est "100 pour cent congolais", a exhorté la population à "voter pour la poule et non pour l'oiseau car l'oiseau s'envolera", allusions aux rumeurs concernant la nationalité étrangère de Kabila.³¹ La "congolité" est l'épine dorsale de sa campagne, selon laquelle les étrangers, et notamment Kabila que l'on accuse d'être tanzanien ou rwandais, ne sont pas à leur place dans le pays. Ce genre de xénophobie a été à l'origine de bains de sang pendant les campagnes des années 1960 et 1990.

Les chaînes de télévision proches de Bemba ont diffusé des entretiens qui encourageaient les attaques contre le responsable de la commission électorale et dans lesquelles ont été diffusées des images de cadavres laissés derrière elles par les troupes de Kabila en Équateur pendant la guerre.³² Les conséquences d'une telle rhétorique sont devenues évidentes après un rassemblement organisé par Bemba dans un stade

²⁸ Le président doit signer une lettre de nomination pour tous les directeurs des entreprises d'État et leurs adjoints.

²⁹ Le débat opposait Justine Kasa Vubu, Pierre Pay-Pay et Wivine Nlandu. Ce n'est que lorsqu'ils en étaient déjà à la moitié du débat-de l'émission que les candidats ont appris que la télévision publique ne retransmettait pas l'émission comme prévu; ils ont demandé aux président de la chaîne-station, Modeste Mutinga, d'appeler la station, et finalement la fin du débat a été diffusée.

³⁰ "Déclaration préliminaire", mission d'observation électorale de l'UE, 2 août 2006, p. 7.

³¹ Discours prononcé par Jean-Pierre Bemba lors du rassemblement de Lubumbashi, 13 juillet 2006.

³² "Elections en RDCongo: des médias dérapent, menaces sur la paix", Agence France-Presse, 28 August 2006; entretiens de Crisis Group avec des journalistes étrangers, Kinshasa, août 2006.

²⁷ Entretiens de Crisis Group, Kinshasa, septembre 2006.

de Kinshasa le 27 juillet 2006: la foule s'est livrée à des actes de violence, tuant six personnes dont plusieurs officiers de police et saccageant le bureau de la Haute Autorité des médias (HAM). Dans le camp de Kabila, le vice-président Yerodia Ndombasi a appelé les résidents de Goma à chasser les personnes parlant le Kinyarwanda hors du pays, tandis que les chaînes de télévision proche du président étaient sanctionnées pour avoir montré les corps des officiers de police tués par la foule lors du rassemblement de Bemba.³³

L'accord de paix qui a marqué le début de la transition a également créé la HAM en tant qu'organe de contrôle des médias dont la mission est d'empêcher l'incitation à la haine et promouvoir la critique constructive. Elle est chargée de faire appliquer les lois, notamment celle de 1996, et le code de conduite des médias pendant la durée des élections. Durant les six mois précédant le premier tour, elle a sanctionné certains médias à plusieurs reprises, leur imposant des suspensions jusqu'à un mois pour diffusion de programmes inappropriés ou pour incitation à la haine. Elle a également demandé de façon répétée que les candidats présidentiels reçoivent un temps d'antenne égal et que les chaînes publiques se montrent impartiales.

Néanmoins, la HAM s'est souvent trouvée dans l'incapacité d'empêcher les politiciens de manipuler la presse. Elle ne dispose pas d'un pouvoir suffisant pour fermer les stations elle-même et doit compter sur le respect volontaire de ses décisions de suspension. Si un média refuse de s'y plier, le seul recours de la HAM est d'entamer de longues procédures judiciaires. Par exemple, le 17 juillet, elle a suspendu plusieurs chaînes de télévisions pour 48 heures pour programmation inappropriée et incitation à la haine. Cinq d'entre elles ont respecté la suspension mais Digitalcongo TV, proche de Kabila, a ignoré la décision et continué à diffuser. Radio Liberté, affilié à Bemba, a ignoré une décision suspensive d'une semaine à peu près au même moment.³⁴

Les médias jouent un rôle essentiel dans les campagnes électorales. Ils diffusent l'information et permettent aux candidats de débattre de leurs programmes. Cependant, ils peuvent également alimenter les troubles s'ils ne sont pas utilisés correctement. Bien qu'à la fin du mois d'août, 40 médias audiovisuels et imprimés à Kinshasa, dont ceux de Bemba et Kabila, aient signé un accord dans lequel ils s'engageaient à s'abstenir de recourir à la diffamation et à l'incitation à la haine

au deuxième tour, ils n'avaient pas respecté un engagement similaire lors du premier tour.³⁵

IV. LES FAIBLESSES ORGANISATIONNELLES

Le premier tour a été une réussite à maints égards. Dix-huit millions d'électeurs ont voté dans approximativement 50 000 centres de vote, soit un taux de participation de quelque 70 pour cent pour les premières élections libres et justes depuis deux générations. Toutefois, on a constaté de nombreuses irrégularités. Si celles-ci n'étaient pas suffisantes pour changer les résultats du premier tour (il manquait à Kabila 900 000 votes pour remporter la victoire dès le premier tour à la majorité absolue), elles pourraient avoir compromis plusieurs dizaines de luttas pour des sièges à l'assemblée pour lesquelles ont comptait moins de 1000 voix litigieuses. Tout défaut substantiel du lors du deuxième tour pourrait remettre en cause la légitimité du scrutin dans son ensemble, exacerbant ainsi le ressentiment du public et donnant l'occasion au perdant de demander l'annulation des résultats. Quatre problèmes majeurs ont été constatés lors du premier tour.

1. La publication des listes d'électeurs et des centres de vote

Plusieurs semaines avant le vote de juillet 2006, la commission électorale a annoncé que les listes d'électeurs issues de l'inscription qui avait eu lieu entre juin 2005 et février 2006 posaient des problèmes. Le nombre initial de 25,6 millions d'électeurs inscrits ne correspondait pas aux nombres enregistrés sur les CD-ROM envoyés à Kinshasa. Les informations personnelles de quelque 1,3 million qui avaient apparemment été inscrits manquaient. Les raisons avancées par les observateurs électoraux étaient un mélange de pépins techniques et d'actions de protestation de la part d'agents électoraux qui n'avaient pas reçu leurs salaires.³⁶ Les électeurs manquants étaient plus ou moins également répartis dans le pays et la plupart des observateurs ont écarté la possibilité d'une fraude systématique.

La commission électorale connaissait le nombre d'électeurs manquants pour chaque centre de vote

³³ Entretiens de Crisis Group avec des responsables de la société civile, Goma, août 2006; "Elections en RDCongo" op. cit.

³⁴ Entretien de Crisis Group avec Modeste Mutinga, président de la HAM, Kinshasa, juillet 2006.

³⁵ "Media Are Asked 'Not to Confuse Information With Propaganda'", MONUC press briefing, 30 août 2006, Kinshasa, <http://allafrica.com/stories/200608310003.html>.

³⁶ Entretien de Crisis Group avec un responsable électoral, Goma, juillet 2006.

ainsi que le numéro de série de tous ceux qui avaient été inscrits. En utilisant ces informations, elle a dressé des "listes des omis" afin que les responsables électoraux puissent vérifier les numéros de série avec les documents d'identité des électeurs et enregistrer les électeurs manquants le jour du vote.

Les électeurs manquants ont cependant causé de nombreux problèmes. Premièrement, la commission électorale a annoncé qu'elle devrait revoir les listes d'électeurs et des centres de votes quelques jours à peine avant les élections. Il a ainsi été difficile pour les observateurs de vérifier s'il y avait des électeurs et des centres de vote fictifs. Les listes finales présentaient d'alarmantes différences avec les listes d'électeurs utilisées pour les élections présidentielles et législatives, qui ont eu lieu le même jour. Dans certaines circonscriptions, ces différences concernaient plus de 9000 électeurs.³⁷ Deuxièmement, les "listes des omis" qui devaient permettre d'inclure les électeurs manquants auraient été, selon des observateurs, utilisées dans un certain nombre de centre de vote dans lesquels il n'y avait pas d'électeurs manquants.³⁸

2. Le manque d'observateurs électoraux et de témoins

La plus solide garantie contre des fraudes le jour du scrutin était la présence de témoins des partis et d'observateurs dans les centres de vote. Les témoins avaient le droit légal de contester les élections sur place et ils devaient signer les minutes à la fin du vote. Ils ont rempli la fonction cruciale de veiller à ce que vote ait lieu en toute équité, ont participé au décompte des bulletins à la fin de la journée et veillé à ce que les listes de votants soient correctes. Il n'était cependant pas rare que certains centres de vote, notamment dans les zones rurales, ne disposent que de quelques observateurs, voire aucun.³⁹

Le principal problème était le manque de coordination entre les diverses missions d'observation locales et internationales. Les centres de vote en ville avaient souvent une foule d'observateurs tandis que dans certains cas, des territoires entiers ne disposaient que de quelques dizaines d'observateurs.

Il y a également eu des cas (il est impossible de savoir combien) dans lesquels les témoins des partis et responsables électoraux sont intervenus dans le vote.⁴⁰ De nombreux électeurs ne pouvaient pas lire les bulletins (30 pour cent de la population est analphabète) et ne savaient pas comment voter pour leurs candidats.⁴¹ La loi les autorisait à être accompagnés d'un parent ou d'un ami de confiance pour les aider. Mais souvent, ce sont des agents électoraux ou des témoins qui ont rempli ce rôle, ce qui aurait pu leur permettre d'influencer le vote. De plus, la consigne d'afficher un exemplaire des bulletins à l'extérieur du centre de vote pour permettre aux candidats d'identifier leurs candidats avant d'entrer n'a souvent pas été respectée.

3. La collecte des bulletins

Si la distribution du matériel électoral avait été bien orchestrée, les plans de la commission électorale pour collecter les bulletins de vote ont créé la confusion et entraîné des pertes, notamment à Kinshasa. Après le décompte des bulletins dans chaque centre de vote, le président du centre, qui comprenait normalement quatre ou cinq bureaux dans le même local, était chargé d'apporter les bulletins et les feuilles de résultats aux bureaux de liaison. Personne dans ces bureaux n'était cependant préparé à recevoir et consigner le matériel et certains présidents ont tout simplement abandonné leurs bulletins. La MONUC a essayé d'aider à transporter les bulletins aux centres de compilation mais le plus souvent n'a pas autorisé les responsables électoraux à accompagner leurs bulletins qu'ils avaient collectés. Les chauffeurs ont déchargé les cartons et feuilles de résultats en tas dans les centres de compilation de la capitale, sans aucune organisation. De nombreux cartons ont été ouverts et leur contenu répandu sur le sol, rendant un nouveau décompte quasiment impossible.

4. Le paiement des responsables électoraux

Le paiement des responsables électoraux a été irrégulier. Lors de l'inscription, de l'argent destiné à payer les salaires avait été détourné, ce qui a conduit à des grèves et autres problèmes lors de la compilation des listes. Bien que le Programme de développement des Nations unies (PNUD) ait aidé à mettre en place un mécanisme de paiement, certains agents n'ont pas reçu leur paie pendant plusieurs mois. Le jour du scrutin, il n'y avait pas d'argent pour fournir eau ou nourriture

³⁷ Entretien de Crisis Group avec un observateur électoral international à Kinshasa, septembre 2006.

³⁸ "Déclaration préliminaire", op. cit., p. 9; entretien téléphonique de Crisis Group avec un observateur électoral, Kinshasa, septembre 2006.

³⁹ Entretien de Crisis Group avec des observateurs électoraux, Goma et Kinshasa, août et septembre 2006.

⁴⁰ Crisis Group a observé ce genre de comportement dans le Nord Kivu et à Kinshasa.

⁴¹ "Document de stratégie de réduction de la pauvreté", ministère du Plan, mars 2006, p. 46.

aux agents électoraux et policiers et certains ont dû travailler 24 heures sans interruption.

5. L'annonce des résultats

La commission électorale a rendu public les résultats des présidentielles par centre de vote, ce qui a permis aux observateurs électoraux de comparer les résultats officiels avec les données qu'ils avaient eux-mêmes collectées dans ces centres. Il s'agit sans doute de l'outil le plus important dont ils disposaient pour évaluer l'équité du processus. Néanmoins, la commission électorale n'a pas ventilé les résultats nationaux des élections législatives, ce qui a rendu difficile une vérification. Elle devrait publier les résultats détaillés par centre pour le deuxième tour des présidentielles et des élections provinciales du 29 octobre.

V. ASSURER LA SECURITE DU SECOND TOUR

OBJECTIF NUMERO UN: ASSURER LA SECURITE A KINSHASA

Premièrement: obtenir un accord politique entre Bemba et Kabila

Pour que les forces internationales présentes dans la capitale soient efficaces, il est nécessaire d'arriver à un accord politique entre Kabila et Bemba pour:

- limiter le nombre de gardes déployés dans leur proximité immédiate pour leur protection personnelle à 500 hommes chacun au maximum, tandis que tous les autres soldats, y compris l'armée nationale, seront confinés dans leurs casernes jusqu'à ce que les résultats aient été proclamés;
- localiser les endroits où se trouvent leurs soldats et leurs armes et placer tout l'armement lourd, notamment les chars et les véhicules blindés, sous le contrôle de l'EUFOR et de la MONUC;
- donner à l'EUFOR et la MONUC un accès sans restrictions à toutes les installations militaires, notamment celle de la garde présidentielle, comme le prévoient de nombreuses résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU; et
- exiger de leurs partisans qu'ils s'abstiennent de recourir aux attaques personnelles dans les médias et prévoir des sanctions (comme le paiement d'une amende ou l'interdiction d'apparaître dans les médias) pour les individus qui passeraient outre cette exigence.

Deuxièmement: renforcer le déploiement et le cadre opérationnel de l'EUFOR et de la MONUC

La dissuasion est le meilleur moyen de prévenir une escalade violente à Kinshasa. Puisque les forces congolaises sont en garnison, il faut déployer des troupes internationales en force pour opposer une force de dissuasion crédible. Cela demande de:

- renforcer la présence de l'EUFOR avec des troupes du Gabon afin qu'elle dispose d'au moins 1000 soldats prêts à combattre à Kinshasa;
- doter l'EUFOR et la MONUC de cadres opérationnels solides pour que leurs hommes sachent qu'ils sont autorisés à créer des zones tampons nécessaires entre les deux camps, par la force si nécessaire; et
- étendre le mandat de l'EUFOR pour la durée totale du cycle électoral, y compris la formation d'un nouveau gouvernement (effectivement jusqu'à la fin du mois de janvier 2007) en dépit de la décision originale par le Bundestag allemand et le Conseil de l'UE de clore la mission le 30 novembre 2006.⁴² Si la volonté d'éviter de s'engager pour une durée indéterminée et de remettre une décision concernant la prolongation jusqu'à novembre est compréhensible, la date initiale avait été arrêtée avant que l'on sache si les élections présidentielles compteraient un deuxième tour. Repousser une décision en ce qui concerne l'extension nuirait à la crédibilité de l'EUFOR et gênerait la planification de la mission, tandis que retirer les troupes durant la période sensible qui précède l'entrée en fonction du nouveau gouvernement mettrait en danger la sécurité dans la capitale et par conséquent l'intégrité du processus dans son ensemble.

OBJECTIF NUMÉRO DEUX: PROMOUVOIR LA CRITIQUE CONSTRUCTIVE DANS LA PRESSE

Premièrement: renforcer l'organe de contrôle des médias

La presse devrait être le catalyseur du débat démocratique, pas de la violence. Il faudrait renforcer la HAM pour qu'elle puisse agir rapidement contre

⁴² "L'opération militaire de l'UE [EUFOR] prend fin quatre mois après la date du premier tour des élections en RDC... Le pouvoir de décision concernant les objectifs et la fin de l'opération militaire de l'UE demeure de la compétence du Conseil, assisté par le secrétaire général/haut représentant (SG/HR)". Action commune du Conseil 2006/319/PESC du 27 avril 2006.

les médias qui violent leur code de conduite. En particulier, le ministère de la Justice devrait détacher des officiers de police judiciaire auprès de la HAM pour pouvoir prendre immédiatement les mesures nécessaires à la suspension des médias incriminés.

Deuxièmement: veiller à ce que les candidats présidentiels aient un accès égal aux médias d'État

Les chaînes de radio et télévision d'État sont sans doute les médias les plus influents du pays, excepté radio Okapi, la chaîne des Nations unies. Avec seulement deux candidats, il ne devrait pas être difficile de donner un temps de parole égal à chacun. Le personnel éditorial de ces chaînes devrait rencontrer les deux camps pour établir des programmes et quotas de temps d'antenne précis.

Troisièmement: organiser un séminaire entre la presse et la HAM

De nombreux reporters à Kinshasa n'ont jamais reçu de formation au journalisme. Bien qu'il soit essentiel de prévoir des sanctions en cas d'excès, la HAM doit également améliorer ses relations avec la presse et lui répéter quels sont ses droits et devoirs au regard des lois. Elle devrait organiser un séminaire afin de discuter de ces questions et établir des règles pour la campagne électorale.

OBJECTIVE NUMÉRO TROIS: AMÉLIORER LE PROCESSUS ÉLECTORAL

Premièrement: publier à temps les listes d'électeurs et de centre de vote

Ces listes sont essentielles pour que les observateurs puissent veiller à ce qu'il n'y ait pas d'électeurs fantômes ou de centres de votes fictifs. Étant donné l'expérience du premier tour, il faudrait publier les listes définitives (y compris sur internet) au moins deux semaines avant le scrutin.

Deuxièmement: répartir les observateurs électoraux en nombre suffisant

Les partis doivent se coordonner à l'avance pour répartir leurs témoins dans tous les centres de vote. Les observateurs nationaux et internationaux devraient faire de même et se réunir à Kinshasa afin de planifier leur répartition au niveau national au moins deux semaines avant le scrutin. Les donateurs devraient prévoir un financement suffisant pour le transport et la nourriture de ce personnel pour garantir que l'ensemble du territoire sera couvert. Bien que coûteux, il s'agit d'un investissement sensé dans le cadre de la prévention des conflits.

Troisièmement: améliorer la collecte des bulletins de vote

La MONUC et la commission électorale doivent concevoir un plan pour collecter les bulletins afin d'éviter une répétition du chaos du premier tour. La commission électorale doit donner aux présidents des centres de vote les ressources nécessaires pour apporter les bulletins aux centres de compilation en personne. Dans les zones rurales, elle devrait louer des véhicules pour collecter les bulletins et les acheminer vers les sites de compilation. Des hélicoptères de la MONUC pourraient être utilisés dans les zones reculées. La réserve de bulletins blancs supplémentaires devrait être limitée en nombre et faire l'objet d'un contrôle attentif pour éviter les fraudes. C'est à la commission électorale qu'il revient de concevoir ces plans et de les examiner avec toutes les parties concernées bien avant les élections.

Quatrièmement: faire appliquer la loi électorale dans les centres de vote

Les responsables électoraux doivent respecter la confidentialité de l'électeur. Cela signifie qu'ils doivent encourager les votants analphabètes à venir accompagnés d'une personne de confiance qui les aide à voter et qu'ils doivent empêcher le personnel électoral et les observateurs de jouer ce rôle. Par ailleurs, les responsables électoraux doivent veiller à ce qu'un exemplaire de chaque bulletin de vote soit affiché à l'extérieur des centres de vote.

Cinquièmement: publier les résultats des élections par centre de vote

Pour assurer la transparence des élections, la commission électorale devrait publier les résultats des élections par centre de vote, qu'il s'agisse du deuxième tour des présidentielles, des élections législatives de juillet ou des autres élections à venir.

Nairobi/Bruxelles, 2 octobre 2006

ANNEXE A

CARTE DE LA REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO



ANNEXE B

PREMIER TOUR DES ELECTIONS PRESIDENTIELLES DU 30 JUILLET 2006, POURCENTAGE DES VOIX RECUEILLIES PAR LES SEPT PREMIERS CANDIDATS PAR PROVINCE

Nombre d'électeurs inscrits: 25 420 199

Nombre total de votes: 17 931 238 (70,5 pour cent)

Nombre de bulletins blancs/nuls: 993 704

Nombre total de bulletins valides: 16 937 534

Candidat / Province	Joseph Kabila	Jean-Pierre Bemba	Antoine Gizenga	François Joseph Mobutu Nzanga	Oscar Kashala	Azarias Ruberwa	Pierre Pay-Pay
Kinshasa	14,73	49,07	21,99	0,22	7,65	0,34	0,57
Bas Congo	13,91	36,21	1,76	0,67	6,5	0,34	0,41
Équateur	1,85	63,67	0,29	30,57	0,14	0,07	0,12
Bandundu	2,65	9,71	80,09	2,17	0,35	0,07	1,35
Kasaï Occidental	11,42	31,93	14,74	0,37	17,78	1,72	1,05
Kasaï Oriental	36,09	14,66	1,19	0,51	17,87	0,72	0,48
Orientale	70,26	5,2	0,89	5,14	0,38	6,07	0,49
Nord Kivu	77,71	0,77	0,44	0,54	0,46	3,81	8,35
Sud Kivu	94,64	0,28	0,19	0,19	0,08	2,02	0,44
Maniema	89,80	0,38	0,22	0,28	0,17	0,40	0,10
Katanga	77,18	3,51	0,53	0,48	2,78	0,39	2,15
Total	44,81	20,03	13,06	4,77	3,46	1,69	1,58

APPENDIX C

COALITIONS ELECTORALES A L'ISSUE DES ELECTIONS LEGISLATIVES DU 30 JUILLET 2006 RESULTATS PROVISOIRES AVANT CONFIRMATION PAR LA COUR SUPREME

Coalition	Nombre de sièges
Alliance pour la majorité présidentielle (AMP) (favorable à Kabila) ⁴³	298
Regroupement des nationalistes congolais (RENACO) (favorable à Bemba) ⁴⁴	116
Rassemblement congolais pour la démocratie (RCD)	18
UREC et alliés (Kashala)	3
Démocrates chrétiens	15
Petits partis non alignés	34
Indépendants	16
Total	500

⁴³ L'AMP englobe le PALU, la CODECO, les parties Mai-Mai, l'UDEM. Les alliances changent constamment.

ANNEXE D

À PROPOS DE L'INTERNATIONAL CRISIS GROUP

International Crisis Group (Crisis Group) est une organisation non-gouvernementale indépendante à but non lucratif employant près de 120 personnes réparties sur cinq continents. Ceux-ci conçoivent des analyses de terrain et un plaidoyer de haut niveau dans un but de prévention et de résolution des conflits.

L'approche de Crisis Group est fondée sur des recherches effectuées sur le terrain par des équipes d'analystes postés dans divers pays à risque ou à proximité. A partir des informations recueillies et des évaluations de la situation sur place, Crisis Group rédige régulièrement des rapports analytiques rigoureux contenant chacun une série de recommandations pratiques destinées aux décideurs internationaux. Crisis Group publie également "*CrisisWatch*", un bulletin mensuel de 12 pages offrant une mise à jour régulière et succincte des situations de conflits les plus importantes, ou de conflits potentiels, partout dans le monde.

Les rapports et briefings de Crisis Group sont largement diffusés par courrier électronique et versions imprimées à de nombreux responsables au sein des ministères des Affaires Etrangères et organisations internationales, et rendus simultanément accessibles au public via le site internet de l'organisation: www.crisisgroup.org. Crisis Group travaille étroitement avec les gouvernements et ceux qui les influencent, notamment les médias, afin de les sensibiliser à ses analyses et recommandations politiques.

Le Conseil d'Administration de Crisis Group - qui compte d'éminentes personnalités du monde politique, diplomatique, des affaires et des médias - s'engage directement à promouvoir les rapports et recommandations auprès des décideurs politiques du monde entier. Crisis Group est co-présidé par Christopher Patten, ancien Commissaire européen aux relations extérieures, et par Thomas Pickering, ancien ambassadeur pour les États-Unis. Gareth Evans, ancien Ministre australien

des Affaires étrangères, en est le Président Directeur Général depuis janvier 2000.

Crisis Group a son siège à Bruxelles et des bureaux de liaison à Washington DC, New York, Londres et Moscou. De plus, l'organisation dispose actuellement de treize bureaux de terrain (à Amman, Bishkek, Bogotá, le Caire, Dakar, Douchambé, Islamabad, Jakarta, Kaboul, Nairobi, Pristina, Séoul et Tbilissi), depuis lesquels les analystes de Crisis Group couvrent plus de cinquante pays et territoires touchés par des crises et répartis sur quatre continents. En Afrique, il s'agit de l'Angola, le Burundi, la Côte d'Ivoire, l'Érythrée, l'Éthiopie, la Guinée, le Libéria, l'Ouganda, la République Démocratique du Congo, le Rwanda, le Sahel, le Sierra Leone, la Somalie, le Soudan et le Zimbabwe; en Asie, de l'Afghanistan, la Birmanie/Myanmar, le Cachemire, la Corée du Nord, l'Indonésie, le Kazakhstan, la Kirghizie, le Népal, l'Ouzbékistan, le Pakistan, le Tadjikistan et le Turkménistan; en Europe, de l'Albanie, l'Arménie, l'Azerbaïdjan, la Bosnie-Herzégovine, la Géorgie, le Kosovo, la Macédoine, la Moldavie, le Monténégro et la Serbie; au Proche et Moyen-Orient, toute la région s'étendant de l'Afrique du Nord à l'Iran; et enfin, en Amérique Latine, la Colombie, la région andine et Haïti.

Crisis Group est financé par des gouvernements, des fondations caritatives, des sociétés et des donateurs privés. Les agences et départements gouvernementaux qui financent actuellement Crisis Group sont: l'Agence australienne pour le développement international, l'Agence canadienne de développement international, l'Agence américaine pour le développement international, l'Agence japonaise pour la coopération internationale, l'Agence néo-zélandaise pour le développement international, le Centre canadien de recherches pour le développement international, le Département des Affaires étrangères et du Commerce international du Canada, le Département des affaires étrangères irlandais, le Département des affaires étrangères de la République fédérale Suisse, le Département du

Royaume-Uni pour le développement international, le ministère allemand des Affaires étrangères, le ministère des Affaires étrangères de la République Fédérale d'Autriche, le ministère belge des Affaires étrangères, le ministère des Affaires étrangères de la République de Chine (Taiwan), le ministère finlandais des Affaires étrangères, le ministère français des Affaires étrangères, le ministère des Affaires étrangères de la Principauté du Liechtenstein, le ministère luxembourgeois des Affaires étrangères, le ministère néerlandais des Affaires étrangères, le ministère des Affaires étrangères du Royaume-Uni et du Commonwealth, le ministère suédois des Affaires étrangères, le ministère tchèque des Affaires étrangères, le ministère royal des Affaires étrangères du Danemark, le ministère royal norvégien des Affaires étrangères et l'Union européenne (la Commission européenne).

Les fondations et donateurs du secteur privé regroupent: Carnegie Corporation of New York, Compton Foundation, Flora Family Foundation, Ford Foundation, Fundación DARA Internacional, Bill & Melinda Gates Foundation, William & Flora Hewlett Foundation, Hunt Alternatives Fund, Korea Foundation, John D. & Catherine T. MacArthur Foundation, Moriah Fund, Charles Stewart Mott Foundation, Open Society Institute, Pierre and Pamela Omidyar Fund, David and Lucile Packard Foundation, Ploughshares Fund, Sigrid Rausing Trust, Rockefeller Foundation, Rockefeller Philanthropy Advisors, Sarlo Foundation of the Jewish Community Endowment Fund et Viva Trust.

Septembre 2006



International Headquarters

149 Avenue Louise, 1050 Brussels, Belgium · Tel: +32 2 502 90 38 · Fax: +32 2 502 50 38
E-mail: brussels@crisisgroup.org

New York Office

420 Lexington Avenue, Suite 2640, New York 10170 · Tel: +1 212 813 0820 · Fax: +1 212 813 0825
E-mail: newyork@crisisgroup.org

Washington Office

1629 K Street, Suite 450, Washington DC 20006 · Tel: +1 202 785 1601 · Fax: +1 202 785 1630
E-mail: washington@crisisgroup.org

London Office

Cambridge House - Fifth Floor, 100 Cambridge Grove, London W6 0LE · Tel: +44 20 7031 0230 · Fax: +44 20 7031 0231
E-mail: london@crisisgroup.org

Moscow Office

Belomorskaya st., 14-1 - Moscow 125195 Russia · Tel/Fax: +7-495-455-9798
E-mail: moscow@crisisgroup.org

Regional & Local Field Offices

Crisis Group also operates from some 20 different locations in Africa, Asia, Europe, the Middle East and Latin America.
See www.crisisgroup.org for details.
